



HAL
open science

Charlotte Courreye. L'Algérie des oulémas : une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991). Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.

Thomas Pierret

► **To cite this version:**

Thomas Pierret. Charlotte Courreye. L'Algérie des oulémas : une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991). Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.. Archives de Sciences Sociales des Religions, 2021, pp.226-228. hal-03512053

HAL Id: hal-03512053

<https://hal.science/hal-03512053>

Submitted on 27 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Charlotte Courreye. *L'Algérie des oulémas : une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991)*. Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.

À paraître dans les Archives de sciences sociales des religions (Bulletin bibliographique 2021).

« L'algérien ne peut être que musulman », affirmait le 5 mai 2021 le président du Haut conseil islamique algérien Bou Abdallah Ghlamallah. Cette déclaration polémique prenait place dans un discours prononcé à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la fondation de l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA). À la domination coloniale française, cette organisation à vocation principalement éducative opposait un nationalisme d'inspiration religieuse résumé par un slogan devenu célèbre : « *L'islam est notre religion, l'arabe est notre langue et l'Algérie est notre pays.* » C'est à l'histoire de l'AOMA qu'est consacré le livre de Charlotte Courreye, tiré d'une thèse de doctorat récompensée notamment par le prix de la Fondation Martine Aublet-Musée du Quai Branly et celui du Groupement d'Intérêt scientifique Moyen-Orient Mondes musulmans.

Le lecteur de *L'Algérie des Oulémas* ne manquera pas d'être impressionné par la richesse et la qualité exceptionnelles des sources primaires mobilisées par l'auteur. Celle-ci tire le meilleur parti de nombreux mémoires et témoignages d'acteurs, d'une vingtaine de revues et journaux, d'archives officielles et privées conservées en France et en Algérie, et d'entretiens réalisés dans les deux pays. Le matériau documentaire substantiel rassemblé par Courreye fait l'objet d'un remarquable travail de critique historique. Celui-ci ne consiste pas seulement en un méticuleux croisement des sources visant à l'établissement des faits mais aussi en une attention permanente aux conditions de production des récits historiques. L'auteur étudie en particulier les enjeux des politiques mémorielles qui se nouent autour d'une organisation dont les origines revêtent un caractère presque mythique et se prêtent donc à des interprétations contrastées en fonction d'intérêts et orientations politiques divergents.

Dans les trois premiers chapitres du livre, Courreye revisite la période d'existence légale de l'association allant de sa création en 1931 à la veille de l'indépendance acquise par l'Algérie en 1962—le FLN, désormais parti unique, avait proscrit les associations fondées sous la colonisation. Bien que cette phase coloniale de l'histoire de l'AOMA soit la mieux connue du point de vue des sources secondaires, l'originalité du travail de Courreye apparaît à plusieurs égards. Elle restitue ainsi avec une grande finesse l'ancrage originel des fondateurs de l'AOMA dans le milieu des confréries soufies puis les circonstances qui ont amené les premiers à rompre avec les secondes au nom d'un réformisme aux accents modernistes. L'auteur tranche aussi de manière convaincante un vieux débat, aussi politique qu'historiographique, quant au fait de savoir si l'AOMA fut une organisation pionnière du combat nationaliste ou, à l'inverse, un partenaire complaisant des autorités coloniales rallié de la onzième heure à la lutte pour l'indépendance. Pour Courreye, le paradoxe apparent entre la radicalité du projet culturel de l'AOMA et la prudence relative de ses positions politiques s'explique avant tout par un souci de protéger de la répression coloniale le vaste réseau d'écoles privées de l'association, réseau qui constitue la principale raison d'être de l'AOMA. *L'Algérie des Oulémas* se distingue aussi des approches strictement algéro-centrées de l'AOMA en replaçant cette dernière dans une perspective transnationale, soulignant l'importance des liens tissés par l'organisation avec le monde arabe et notamment avec l'Égypte, où son président Bachir al-Ibrahimi s'installe à compter de 1952.

Le caractère le plus innovant du livre apparaît toutefois dans les cinq chapitres suivants, qui explorent le rôle, bien moins connu, des anciens membres de l'AOMA durant les trente années séparant l'indépendance de la guerre civile des années 1990. S'étant progressivement ralliés au FLN durant la guerre d'indépendance, ceux que l'on appelle désormais « les Oulémas »

échouent à imposer leur agenda politique contre les orientations socialistes du nouveau pouvoir, qui fait de l'islam un simple référent culturel plutôt que le fondement de l'ordre légal et politique.

Dominés dans le champ politique, les anciens de l'AOMA n'en sont pas moins, comme le résume Courreye par une formule d'inspiration bourdieusienne, des dominants au sein du champ religieux. Par leur credo nationaliste et le relatif modernisme de leur interprétation de l'islam, les Oulémas s'imposent, face aux confréries soufies, comme les partenaires religieux privilégiés du régime. C'est donc à des anciens de l'AOMA que sera confiée la tâche d'édifier les institutions religieuses officielles de l'Algérie indépendante. L'illustre notamment la désignation d'Ahmad Tawfiq al-Madani, ancien secrétaire général de l'association, comme ministre des Habous (« fondations pieuses », en charge des affaires religieuses) du premier gouvernement d'Ahmed Ben Bella. Le choix de Bachir al-Ibrahimi comme ministre de l'Éducation sous la présidence de Houari Boumédiène symbolise quant à lui le rôle des héritiers de l'AOMA dans la mise en œuvre de la politique d'arabisation, conséquence logique de l'engagement ancien de l'association dans l'enseignement de la langue du Coran.

Si certains des Oulémas s'insèrent donc profitablement dans le régime postcolonial, ils n'en demeurent pas moins mal à l'aise avec ses orientations sécularisantes. C'est pourquoi dans les années 1970, ils font écho aux voix qui, en Algérie comme ailleurs, font entendre des demandes d'islamisation du système légal et politique. Les héritiers de l'AOMA agissent ici, pour les uns, à l'intérieur du régime, où ils participent à ce que Luc-Willy Dehevels a appelé le développement d'un « fondamentalisme d'État », et pour les autres, en dehors du système, contribuant à l'émergence d'une contestation islamiste organisée. Pour la mouvance islamiste, et notamment pour la Front Islamique du Salut créé en 1989, l'AOMA est mise en exergue comme un modèle dont l'héritage spirituel est disputé aux représentants de l'islam officiel. C'est notamment à une volonté de réaffirmer leur légitimité de « véritables » héritiers de l'AOMA face aux tentatives de récupération du FIS que Courreye attribue la décision prise en 1991 par d'anciens membres de l'association de réactiver cette dernière à la faveur de la parenthèse démocratique que connaît le pays à la veille de la guerre civile.

Comme le suggère son sous-titre, *L'Algérie des Oulémas* ne se propose donc pas uniquement d'étudier l'AOMA mais offre également une perspective originale sur l'histoire de l'Algérie contemporaine, distincte des récits centrés sur le FLN. S'il ne s'engage que timidement sur la voie du comparatisme, le livre de Courreye constitue toutefois une étude de cas relativement rare, et donc précieuse, pour deux champs de recherche apparus dans les années 1980 mais où beaucoup reste à faire : le premier concerne le rôle politique des élites religieuses des pays musulmans durant l'ère postcoloniale, et le second porte sur l'administration des affaires religieuses par les États musulmans durant la même période.

La lecture de *L'Algérie des Oulémas* suggère, enfin, des pistes pour de futures recherches à mener en Algérie. Depuis la transition démocratique ratée de la fin des années 1980 et la décennie sanglante qui s'en est ensuivie, l'islam algérien a surtout été étudié sous l'angle de ses manifestations les plus politiques, qu'il s'agisse du FIS, des groupes radicaux (Groupe Islamique Armé, Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, Al-Qaeda au Maghreb Islamique) ou encore des partis demeurés légaux comme le Mouvement pour la Société et la Paix. Le champ religieux du pays *stricto sensu* demeure quant à lui bien moins étudié et le travail de Courreye représente à cet égard une avancée qui demande à être poursuivie. On pense bien sûr d'abord à la nécessité de se pencher sur le rôle de l'AOMA « ressuscitée » depuis 1991, année qui constitue le terminus de *L'Algérie des Oulémas*. Pour la même période, on gagnerait aussi à en savoir davantage sur l'évolution des institutions religieuses officielles telles que le Haut Conseil Islamique mentionné en ouverture de cette note de lecture. Finalement, tant les

réseaux confrériques que leurs rivaux salafistes quiétistes mériteraient de faire l'objet d'études aussi documentées que celle qui est discutée ici.

Thomas Pierret